



EXPERTS COMPTABLES
COMMISSAIRES AUX COMPTES



3 rue Pierre et Marie Curie
Parc de Chavailles
33520 BRUGES



+33 (0)5 57 19 12 12



sagec@actheos.com



www.actheos.com

ASSOCIATION GEPH FRANCE

22 avenue Ariane

33700 MERIGNAC

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2025

Dossier suivi par

Sébastien CRUEGE et Valérie GELINAUD

Commissaires aux Comptes

Paris

Rouen

Rennes

Le Havre

Bordeaux

Saint-Brieuc



EXPERTS COMPTABLES
COMMISSAIRES AUX COMPTES



3 rue Pierre et Marie Curie
Parc de Chavailles
33520 BRUGES



+33 (0)5 57 19 12 12



sagec@actheos.com



www.actheos.com

GEPH FRANCE

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2025

A l'Assemblée Générale de l'Association,

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « *Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels* » du présent rapport.

Paris

Rouen

Rennes

Le Havre

Bordeaux

Saint-Brieuc



Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

OBSERVATIONS

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les incidences exposées dans l'annexe des comptes annuels et relatives à la première application des règlements ANC n°2022-06 du 4 novembre 2022 relatif à la modernisation des états financiers et ANC n°2023-03 du 7 juillet 2023 modifiant divers règlements de l'ANC en coordination avec le règlement ANC n°2022-06.

JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Votre Association bénéficie de financements publics affectés à la réalisation de ses programmes d'action notamment dans le cadre de marchés soumis à la tarification avec les AGEFIPH.

Dans le cadre de notre appréciation des estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes, nous avons été conduits à examiner notamment le correct rattachement des produits à l'exercice en considération des conventions conclues avec les financeurs.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

VÉRIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du Conseil d'Administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT DE L'ASSOCIATION RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

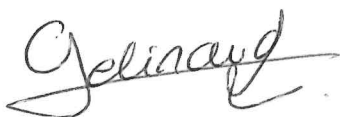
Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Bruges, le 8 juin 2026
Le Commissaire aux Comptes
SAGEC



Valérie GELINAUD
Commissaire aux Comptes



Sébastien CRUEGE
Commissaire aux Comptes Associé



Bilan

Compte
de
Résultat

Annexe

BILAN ACTIF

Période du 01/01/2025 au 31/12/2025

Présenté en Euros

ACTIF	Exercice clos le 31/12/2025 (12 mois)				Exercice précédent 31/12/2024 (12 mois)	
	Brut	Amort. & Prov	Net	%	Net	%
Frais d'établissement (I)						
ACTIF IMMOBILISE						
Immobilisations incorporelles						
. Frais de développement						
. Donations temporaires d'usufruit						
. Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires						
. Immobilisations incorpor. en cours, avances et acomptes						
Immobilisations corporelles						
. Terrains						
. Constructions						
. Installations techniques, matériel & outillage industriels	183 654	75 890	107 764	5,32	132 915	7,99
. Immobilisations corpor. en cours, avances et acomptes						
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés						
Immobilisations financières						
. Participations						
. Créances rattachées à des participations						
. Autres titres immobilisés	320		320	0,02	320	0,02
. Prêts						
. Autres immobilisations financières	800		800	0,04	800	0,05
TOTAL (II)	184 774	75 890	108 884	5,37	134 035	8,06
Compte de liaison						
ACTIF CIRCULANT						
Stocks et en-cours						
Créances						
. Créances clients, usagers et comptes rattachés	403 834	3 200	400 634	19,77	637 654	38,32
. Créances reçues par legs ou donations						
. Autres créances	23 884		23 884	1,18	14 819	0,89
Charges constatées d'avance	1 548		1 548	0,08		
Valeurs mobilières de placement						
Instruments financiers à terme et jetons détenus						
Disponibilités	1 491 046		1 491 046	73,60	877 351	52,73
TOTAL (III)	1 920 313	3 200	1 917 113	94,63	1 529 825	91,94
Frais d'émission des emprunts (IV)						
Primes de remboursement des emprunts (V)						
Ecart de conversion et différences d'évaluation Actif (VI)						
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V + VI)	2 105 087	79 090	2 025 997	100,00	1 663 860	100,00

BILAN PASSIF

Période du 01/01/2025 au 31/12/2025

Présenté en Euros

PASSIF	Exercice clos le 31/12/2025 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2024 (12 mois)	
FONDS PROPRES				
Fonds propres sans droit de reprise				
. Fonds propres statutaires				
. Fonds propres complémentaires				
Fonds propres avec droit de reprise				
. Fonds statutaires				
. Fonds propres complémentaires				
Ecarts de réévaluation				
Réserves				
. Réserves statutaires ou contractuelles				
. Réserves pour projet de l'entité	1 180 304	58,26	1 026 495	61,69
. dont réserves sous gestion propre	1 180 304		1 026 495	
. Réserves des activités sociales et médico-sociales				
. Autres				
Report à nouveau			96 371	5,79
. dont report à nouveau sous gestion propre			96 371	
. report à nouveau activités sociales et médico-sociales				
Excédent ou déficit de l'exercice	274 791	13,56	57 438	3,45
. dont résultats sous gestion propre	274 791		57 438	
. dont résultats des activités sociales et médico-sociales				
Situation nette (sous total)	1 455 095	71,82	1 180 304	70,94
Fonds propres consommables				
Subventions d'investissement				
Provisions réglementées				
TOTAL (I)	1 455 095	71,82	1 180 304	70,94
Comptes de liaison				
FONDS REPORTEES ET DEDIES				
Fonds reportés liés aux legs ou donations				
Fonds dédiés				
TOTAL (II)				
PROVISIONS				
Provisions pour risques				
Provisions pour charges	8 147	0,40	7 080	0,43
TOTAL (III)	8 147	0,40	7 080	0,43
DETTES				
Emprunts obligataires et assimilés				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit				
Emprunts et dettes financières diverses				
Instruments financiers à terme				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	261 123	12,89	241 133	14,49
Dettes des legs ou donations				
Dettes fiscales et sociales	87 800	4,33	71 467	4,30
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes	155 441	7,67	83 491	5,02
Produits constatés d'avance	58 390	2,88	80 385	4,83
TOTAL (IV)	562 755	27,78	476 476	28,64
Ecarts de conversion et différences d'évaluation Passif (V)				
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	2 025 997	100,00	1 663 860	100,00

BILAN PASSIF

Période du 01/01/2025 au 31/12/2025

Présenté en Euros

PASSIF	Exercice clos le 31/12/2025 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2024 (12 mois)	
<div>ENGAGEMENTS REÇUS</div> <div>Legs nets à réaliser :<ul style="list-style-type: none">- acceptés par les organes statutairement compétents- autorisés par l'organisme de tutelleDons en nature restant à vendre</div> <div>ENGAGEMENTS DONNÉS</div>				

COMPTE DE RÉSULTAT

Période du 01/01/2025 au 31/12/2025

Présenté en Euros

COMPTE DE RÉSULTAT	Exercice clos le 31/12/2025 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2024 (12 mois)		Variation absolue (12 mois)		%
	Total	%	Total	%	Variation	%	
PRODUITS D'EXPLOITATION:							
Cotisations							
Ventes de biens et services							
- Ventes de biens							
- dont ventes de dons en nature							
- dont ventes de biens relatives aux activités médico-sociales							
- Ventes de prestations de services	1 329 984	97,07	1 110 331	100,00	219 653	19,78	
- dont parrainages							
- dont prestations relatives aux activités sociales et médico-sociales							
Produits de tiers financeurs							
- Concours publics et subventions d'exploitation							
- Contributions des autorités de tarification relatives aux activités sociales et médico-sociales							
- Versements des fondateurs ou consommations/dotation consommptible							
- Ressources liées à la générosité du public							
- Dons manuels			45	0,00	-45	-100,00	
- Mécénats							
- Legs, donations et assurances-vie							
- Contributions financières							
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions							
Produits des cessions d'immobilisations incorpor. et corporelles	24 814	1,81			24 814	N/S	
Utilisations des fonds dédiés							
Autres produits	15 396	1,12	2	0,00	15 394	N/S	
Total des produits d'exploitation (I)	1 370 194	100,00	1 110 379	100,00	259 815	23,40	
CHARGES D'EXPLOITATION:							
Achats de marchandises							
Variations stocks							
Autres achats et charges externes	376 635	27,49	357 774	32,22	18 861	5,27	
Aides financières							
Impôts, taxes et versements assimilés	18 703	1,36	21 456	1,93	-2 753	-12,82	
Salaires	461 953	33,71	471 704	42,48	-9 751	-2,06	
Cotisations sociales	162 186	11,84	166 865	15,03	-4 679	-2,79	
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	37 578	2,74	33 230	2,99	4 348	13,08	
Dotations aux provisions	1 067	0,08	1 918	0,17	-851	-44,36	
Valeurs comptables des immobilisations incorpor. et corporelles	36 760	2,68			36 760	N/S	
Reports en fonds dédiés							
Autres charges	527	0,04	0	0,00	527	N/S	
Total des charges d'exploitation (II)	1 095 409	79,95	1 052 947	94,83	42 462		
RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	274 784	20,05	57 432	5,17	217 352	378,45	
PRODUITS FINANCIERS:							
De participations							
D'autres valeurs mobilières et créances d'actif							
Autres intérêts et produits assimilés	6	0,00	6	0,00		0,00	
Reprises sur provisions et dépréciations							
Différences positives de change							
Produits des immobilisations financières cédées							
Produits nets sur cessions valeurs mobilières placement							
Total des produits financiers (III)	6	0,00	6	0,00		0,00	
CHARGES FINANCIERES:							
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et provisions							

Documents soumis au contrôle
du Commissaire aux Comptes

Annexes

PREAMBULE

- Objet social de l'entité

Favoriser l'emploi des personnes handicapées, la recherche de solutions pratiques et efficaces répondant à leurs besoins, en termes d'information, d'orientation, de conseil dans le respect de leur pleine citoyenneté et pour leur intégration dans le milieu le plus ordinaire de vie.

- Nature et périmètre des activités sociales réalisées

L'association GEPH France œuvre pour l'insertion et le maintien dans l'emploi et l'accès à la formation professionnelle dans la Région Nouvelle-Aquitaine. Il a déployé des prestations d'appuis spécifiques pour le compte de l'AGEFIPH afin de sécuriser les parcours professionnels des personnes handicapées.

- Moyens mis en œuvre

L'association GEPH France dispose de moyens humains (équipes pluridisciplinaires de Conseiller Technique et d'administratifs) et de moyens matériels (locaux, véhicules, matériels de compensations)

L'exercice social clos le 31/12/2025 a une durée de 12 mois.

L'exercice précédent clos le 31/12/2024 avait une durée de 12 mois.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de 2 025 996,69 E.

Le résultat net comptable est un excédent de 274 790,84 E.

Les informations communiquées ci-après font partie intégrante des comptes annuels qui ont été établis par les dirigeants.

EVENEMENTS SIGNIFICATIFS ET FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

Règlement ANC 2022-06 :

Nous n'avons pas identifié de fait significatif susceptible d'être mentionné dans l'annexe aux comptes annuels à l'exception de l'application des nouveaux règlements 2022-06 et 2023-03

Evénements postérieurs à la date de clôture :

A la date d'arrêté des comptes 2025, la direction n'a pas connaissance d'incertitudes significatives qui remettent en cause la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation.

PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

METHODE GENERALE

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

Les comptes annuels au 31/12/2025 ont été établis conformément aux règles comptables françaises suivant les prescriptions du règlement n°2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général, modifié par le règlement n°2018-06 du 5 décembre 2018 qui réforme le règlement CRC 99-01 et modifié par le règlement 2022-06 du 4 novembre 2022, complété des mises à jour en vigueur actuellement, et les articles L123-12 à L123-28 du Code de Commerce.

Pour l'application du règlement relatif à la comptabilisation, l'évaluation, l'amortissement et la dépréciation des actifs, l'entité a choisi la méthode prospective.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention contraire, les montants sont exprimés en EUROS.

PRINCIPALES METHODES D'EVALUATION ET DE PRESENTATION

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

Evaluation des immobilisations incorporelles et corporelles :

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les frais d'acquisition des immobilisations à savoir les droits de mutations, les honoraires, les commissions et les frais d'actes sont incorporés (ou sont directement inscrits en charges) dans le coût d'acquisition ou de production de ces immobilisations.

Amortissement et dépréciation de l'actif :

Postérieurement à leur entrée, les actifs font l'objet d'un amortissement et / ou d'une dépréciation.

Les actifs dont l'utilisation par l'entité est déterminable font l'objet d'un amortissement mesuré par la consommation des avantages économiques attendus de l'actif.

Pour l'ensemble des actifs, il est apprécié à la clôture de l'exercice s'il existe un indice externe ou interne de perte de valeur montrant qu'un actif a pu perdre notablement de sa valeur. Si la valeur actuelle d'un actif immobilisé devient inférieure à sa valeur nette comptable, cette dernière est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation.

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

Les amortissements sont calculés sur la durée réelle d'utilisation.

Type	Durée
Logiciels informatiques	de 01 à 03 ans
Brevets	07 ans
Agencements, aménagements des terrains	de 06 à 20 ans
Constructions	de 10 à 40 ans
Agencement des constructions	12 ans
Matériel et outillage industriels	05 ans
Agencements, aménagements, installations	de 06 à 10 ans
Matériel de transport	04 ans
Matériel de bureau et informatique	de 03 à 10 ans
Mobilier	de 03 à 10 ans

Créances :

Les créances, dont les créances clients sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Provisions pour risques et charges :

Des provisions pour risques et charges sont constituées dès qu'un élément du patrimoine a une valeur économique négative pour l'entité, qui se traduit par une obligation à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

Indemnités de fin de carrière :

En France, les indemnités de fin de carrière ne sont dues que si le salarié est présent dans l'entité au moment de son départ à la retraite. Dans le cas d'un départ avant cette date, il ne percevra pas ces indemnités. Elles sont déterminées en appliquant au calcul de l'indemnité légale ou conventionnelle une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles.

Les engagements des indemnités pour départ à la retraite ne représentent pas un montant significatif et n'ont pas été valorisés dans les comptes et dans l'annexe.

L'association a décidé de provisionner le montant des engagements pour départ à la retraite dans ses comptes. Le mode de calcul est indiqué ci-après.

En retenant un taux d'actualisation de 3.60%, un âge de départ à la retraite de 65 / 67 ans à l'initiative du salarié, un taux de réévaluation des salaires de 0.5% pour les cadres et non cadres, un taux de charges sociales et un turn-over moyen adaptés en fonction des différentes composantes du GEPH France et la table de mortalité INSEE 2022.

La provision pour indemnité de départ à la retraite est comptabilisée pour un montant de 8 147 euros.

Contributions volontaires :

L'association ne bénéficie d'aucune mise à disposition de matériel et de personnel. Tous les membres du Conseil d'Administration sont bénévoles, dans l'exercice de leurs fonctions d'Administrateurs.

CHANGEMENT DE METHODE D'EVALUATION ET DE PRESENTATION

La présentation des états financiers a été modifiée pour l'exercice clos le 31/12/2025 en raison de l'application des règlements ANC n° 2022-06 et n° 2023-03 relatifs à la modernisation des états financiers, obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2025.

L'application de ces règlements constitue un changement de méthodes comptables résultant d'un changement de présentation et de réglementation comptable, au sens de l'article L.123-17 du Code de commerce et des articles 831-1 et suivants du Plan Comptable Général.

Ce changement porte principalement sur la présentation des états financiers, notamment :

- la nouvelle définition et présentation du résultat exceptionnel,
- la suppression de certains postes ou techniques comptables antérieures (notamment les transferts de charges),
- des reclassements de postes du bilan et du compte de résultat, effectués afin de se conformer aux nouveaux modèles prévus par le règlement.

Conformément aux dispositions transitoires prévues par les règlements ANC n° 2022-06 et n° 2023-03, les effets du changement de méthodes comptables ont été déterminés à l'ouverture de l'exercice.

L'impact global de ces changements est sans incidence sur le résultat et les fonds propres, les modifications opérées portant essentiellement sur la présentation et le classement des informations comptables.

Annexes (suite)

NOTES SUR LE BILAN ACTIF

Immobilisations

Actif immobilisé	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles	193 944	49 188	59 477	183 655
Immobilisations financières	1 120			1 120
TOTAL	195 064	49 188	59 477	184 775

Amortissements

Immobilisations amortissables	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Frais d'établissement, de recherche et de développement				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
TOTAL I				
Terrains				
Constructions				
sur sol propre				
sur sol d'autrui				
Installations générales, agencements				
Installations techniques, matériel, outillages industriels				
Autres immobilisations corporelles				
Installations générales, agencements divers				
Matériel de transport	43 723	24 915	16 327	52 311
Matériel de bureau et informatique	17 306	6 274		23 580
Emballage récupérables et divers				
TOTAL II	61 029	31 189	16 327	75 891
TOTAL GENERAL (I+II)	61 029	31 189	16 327	75 891

Etat des créances et charges constatées d'avance

Créances	Montant brut	Echéances jusqu'à 1 an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé:			
Créances rattachées à des participations	320		320
Prêts	800		800
Autres créances			
Créances de l'actif circulant:			
Créances usagers	400 634	400 634	
Autres créances	23 884	23 884	
Charges constatées d'avance	1 548	1 548	
TOTAL	427 186	426 066	1 120

Etat des produits à recevoir

Produits à recevoir	Montant
Participations ou immobilisations financières	
Produits d'exploitation	
Subventions/financements	
Autres produits à recevoir	12
TOTAL	12

Etat des provisions pour dépréciation des éléments de l'actif

Nature des dépréciations	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Stocks et en-cours				
Comptes de tiers	3 200			3 200
Comptes financiers				
TOTAL	3 200			3 200

Annexes (suite)

NOTES SUR LE BILAN PASSIF

Fonds propres

Variation des fonds propres	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou Consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise					
Dont générosité du public					
Fonds propres avec droit de reprise					
Dont générosité du public					
Ecart de réévaluation					
Dont générosité du public					
Réserves	1 026 495	57 438	96 371		1 180 304
Dont générosité du public					
Report à nouveau	96 371			96 371	
Dont générosité du public					
Excédent ou déficit de l'exercice	57 438	-57 438	274 791		274 791
Dont générosité du public					
Situation nette	1 180 304		371 162	96 371	1 455 095
Situation nette dont générosité du public					
Fonds propres consommables					
Dont générosité du public					
Subventions d'investissement					
Dont générosité du public					
Provisions réglementées					
Dont générosité du public					
TOTAL	1 180 304		371 162	96 371	1 455 095
TOTAL dont générosité du public					

Analyse des fonds dédiés

Les subventions versées et non utilisées en totalité à la clôture de l'exercice sont inscrites en fonds dédiés par le biais d'un compte de charge

La part des subventions pluriannuelles relatives aux exercices futurs est comptabilisée en Produits Constatés d'Avance au prorata de la durée de la convention.

Variation des fonds dédiés	A l'ouverture	Reports	Utilisations : Montant global	Utilisations : Dont remboursements	Transferts	A la clôture : Montant global	A la clôture : Dont fonds à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Subventions d'exploitation			NEANT				
Contributions financières d'autres organismes							
Ressources liées à la générosité du public							
TOTAL							

Provisions pour risques et charges

Nature des provisions	A l'ouverture	Augmentations Dotations de l'exercice	Diminution Reprises de l'exercice	A la clôture
Provisions pour investissement				
Amortissements dérogatoires				
Autres provisions réglementées				
TOTAL (I)				
Provisions pour litiges				
Provisions pour garanties aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pensions obligatoires similaires	7 080	1 067		8 147
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement des immobilisations				
Provisions pour gros entretiens et grandes révisions				
Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges				
TOTAL (II)	7 080	1 067		8 147
TOTAL GENERAL (I+II)	7 080	1 067		8 147
Dont dotations et reprises				
- d'exploitation		1 067		
- financières				
- exceptionnelles				

Etat des dettes et produits constatés d'avance

Etat des dettes	Montant total	De 0 à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5ans
Etablissements de crédit				
Dettes financières diverses				
Fournisseurs	261 123	261 123		
Dettes fiscales et sociales	87 800	87 800		
Dettes sur immobilisations				
Autres dettes	155 441	155 441		
Produits constatés d'avance	58 390	58 390		
TOTAL	562 755	562 755		

Charges à payer par poste de bilan

Charges à payer	Montant
Emprunts et dettes établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières diverses	
Fournisseurs	257 732
Dettes fiscales et sociales	59 312
Autres dettes	
TOTAL	317 044

Annexes (suite)

NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

Concours publics et subventions

L'association ne perçoit ni concours publics, ni subventions

Analyse du résultat

Le résultat de l'exercice est un excédent de 274 791 euros.

AUTRES INFORMATIONS

Rémunération des cadres dirigeants

En application de l'article 20 de la loi 2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif, les rémunérations et avantages en nature des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés doivent être communiqués. Par souci de confidentialité nous ne pouvons divulguer la rémunération du dirigeant salarié. Aucune rémunération ni avantage en nature n'a été versé au cours de l'exercice aux trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles.

Effectif moyen

	Personnel salarié	Personnel mis à disposition de l'association
Cadres	14	
Non cadres	1	
TOTAL	15	0

Nature et évaluation des contributions volontaires

L'association n'est pas en mesure de donner un caractère fiable à la collecte de cette information.

Honoraires du commissaire aux comptes

	Montant N	Montant N-1
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés	5 880 €	5 880 €
Honoraires afférents aux services autres que la certification des comptes et la certification des informations en matière de durabilité	4 620 €	
TOTAL	10 500 €	- €